

après cinq années de marasme, et elle a vu adopter un taux fixe de change pour le dollar canadien, trois semaines après que le gouvernement de l'époque eut affirmé qu'il n'adopterait pas une mesure de ce genre.

Malgré la crise des changes, et peut-être en partie à cause d'une dévaluation trop longtemps repoussée, en 1962 le Canada a progressé par rapport à l'année précédente. Cette amélioration a surtout été évidente dans notre secteur industriel, bien que le secteur agricole ait bénéficié d'un relèvement des revenus et d'une extension des surfaces cultivées. On trouvera les détails voulus dans les documents budgétaires déposés mardi dernier.

Nous constatons avec satisfaction que les perspectives de l'agriculture et de l'industrie sont encourageantes pour l'année en cours.

Une voix: Et les prix?

L'hon. M. Gordon: J'y arriverai. Mais gardons-nous bien cependant de trop nous féliciter des améliorations déjà constatées. Depuis six ans, notre taux global de croissance a été très insuffisant. La cadence des nouveaux investissements s'est ralentie. Nous avons subi de lourds déficits dans notre balance internationale des paiements et, chose essentielle, nous avons souffert d'un chômage permanent.

Tous ces problèmes sont liés entre eux et en résoudre un, c'est aider à les résoudre tous. Ainsi, le déficit de notre balance internationale des paiements sur le compte courant a oscillé autour de 1.2 milliard de dollars au cours des six années précédentes. Cela signifie que nous avons importé des marchandises et des services que nous aurions dû nous procurer chez nous et que nous n'avons pu trouver à l'étranger les débouchés voulus pour nos exportations. Si cette situation avait été redressée, une production accrue aurait pu créer au bas mot 150,000 emplois, ce qui aurait pallié notre chômage.

Les nouveaux investissements exigés par ce relèvement de la production et de l'emploi, ainsi que ce relèvement même, auraient gonflé les recettes de l'État et réduit d'autant les déficits budgétaires.

Je pourrais m'étendre longuement sur les difficultés auxquelles nous nous heurtons et exposer les solutions possibles de caractère purement économique. Cependant, je demande aux honorables députés la permission de m'exprimer, ce soir, en termes plus humains, et d'évoquer les drames qui dérivent fatalement d'une conjoncture économique médiocre et d'une mauvaise administration de la chose publique.

Il n'est guère de régions du Canada, il n'est guère de circonscriptions, qui ne souffrent d'un chômage endémique. La plupart des

[L'hon. M. Gordon.]

honorables députés connaissent des hommes, des femmes, des familles entières, dont l'existence et l'avenir sont compromis par une longue attente pour des emplois inexistantes.

Ma propre circonscription de Toronto-Davenport renferme un nombre extrêmement élevé de chômeurs. Beaucoup de ses habitants sont des émigrés de fraîche date, qui n'ont pu se familiariser encore complètement avec la langue et les mœurs de leur nouvelle patrie. Ils sont mal placés dans leur lutte pour une vie convenable. On trouve des conditions comparables, je crois, dans la plupart des autres circonscriptions du pays.

Ce chômage généralisé et persistant est un mais qu'il faut vaincre. Jeunes ou vieux, tous les Canadiens doivent être capables de trouver un emploi et de contribuer, par leur travail et leur épargne, au bien-être de leur famille, de leur collectivité et du pays tout entier. C'est là un des principes fondamentaux de la philosophie libérale, et nous voulons nous consacrer à sa réalisation.

Le gouvernement actuel est d'avis que le chômage est le plus grave problème intérieur auquel le Canada doit faire face aujourd'hui. Je passerai brièvement en revue les mesures que nous prenons pour le combattre.

La Chambre a été saisie d'une mesure prévoyant la création d'un ministère de l'Industrie. Ce nouveau ministère contribuera à résoudre, à longue échéance, les problèmes de notre économie nationale, en encourageant activement la création de possibilités d'emploi dans nos industries de fabrication. Son objectif consistera à veiller à ce que nous produisions davantage d'articles manufacturés pour l'exportation et pour nos propres besoins, à l'intérieur du pays, et que nous y transformions une plus grande partie de nos ressources naturelles.

Le ministre désigné pour assumer le nouveau portefeuille a déjà eu des entretiens préalables avec les personnalités dirigeantes de l'industrie automobile, tant dans le domaine de l'assemblage que de la fabrication des pièces. Ces pourparlers avaient pour objet d'assurer la production, au Canada, d'un volume plus considérable de pièces et de parties composantes d'automobiles pour les incorporer dans des voitures canadiennes et pour l'exportation. La valeur de nos importations nettes de pièces et de parties composantes d'automobiles dépassera probablement, cette année, 400 millions de dollars. L'objectif des années à venir sera de beaucoup réduire ces importations nettes. Le gouvernement compte sur l'entière collaboration de l'industrie pour le réaliser.